

COPAGEN/BURKINA
S/C Inades Formation/Burkina

Expérience de résistance de la société civile ouest africaine
face à l'introduction des OGM
La caravane de sensibilisation sur les enjeux de l'introduction des OGM dans
l'agriculture et dans l'alimentation,
Ouagadougou, du 16 au 23 février 2008

Contexte d'organisation de la caravane

Depuis ces dix dernières années, l'Afrique subit une pression de plus en plus forte des pays du Nord, des institutions internationales (BM, FMI, OMC), et des multinationales qui se soutiennent mutuellement pour introduire les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) dans les pratiques agricoles du continent sous le couvert de la biotechnologie moderne.

En Afrique de l'Ouest, en particulier, de nombreuses initiatives (**CORAF/WECARD, initiative du CILSS en Biosécurité, Plan d'Action pour la Promotion de la Biotechnologie et la Biosécurité dans l'espace CEDEAO, le projet régional Ouest africain -Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Togo- de biosécurité**) sont en cours visant toutes la promotion des OGM ou la création de cadres réglementaires propices à la vulgarisation des cultures transgéniques. Presque toutes ces initiatives sont financées par le même partenaire : l'USAID, les multinationales de semence, CROPLIFE, avec le soutien de la Banque Mondiale.

Le Burkina Faso, qui a ratifié la Convention sur la diversité biologique, le protocole de Carthagène et adopté de concert avec les autres pays de l'UA les lois modèles africains sur la biosécurité et les droits des communautés adoptés par les chefs d'Etat africains en juillet 2001 à Lusaka, n'a pas résisté à cette agression. Bien plus, il a été le premier pays en Afrique de l'Ouest à s'engager et cela depuis 2003, dans cette aventure de la transgénèse par l'introduction des essais de culture de coton transgénique. Lors de la Journée Nationale du Paysan, il a été annoncé la culture du coton BT sur 15 000 ha au cours de la campagne 2008.

En rappel,

- En juillet 2003, le BURKINA FASO devient le premier pays d'Afrique de l'Ouest à expérimenter le coton transgénique, sans avoir défini au préalable un cadre réglementaire conséquent pour protéger les populations et l'environnement des risques liés aux Organismes génétiquement modifiés (OGM),
- Cette phase expérimentale s'est faite de façon opaque sans actions conséquentes pour informer/sensibiliser les populations sur le sujet,
- En juin 2004, un début de régularisation avec la mise en place d'un cadre législatif par l'adoption de règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie a été amorcé et pas encore finalisé.
- En mars 2006, une loi portant régime de sécurité en matière de biotechnologie, a été votée et des décrets d'application de cette loi sont toujours dans le circuit pour être examinés.
- A ce jour, seulement l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB) et le Comité Scientifique National de Biosécurité ont été mis en place. Il reste encore la mise en place d'un Observatoire National de Bio-surveillance, de Comités Scientifiques internes de Biosécurité, comme le prescrit notre loi en son article 53.
- En septembre 2006, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques décide de l'introduction et de la production du Coton bt en champ pour la campagne 2007. Lors de la journée

nationale des paysans en début d'année 2008, il déclare que le Burkina produira 15000 ha de coton BT au cours de la campagne 2008/2009.

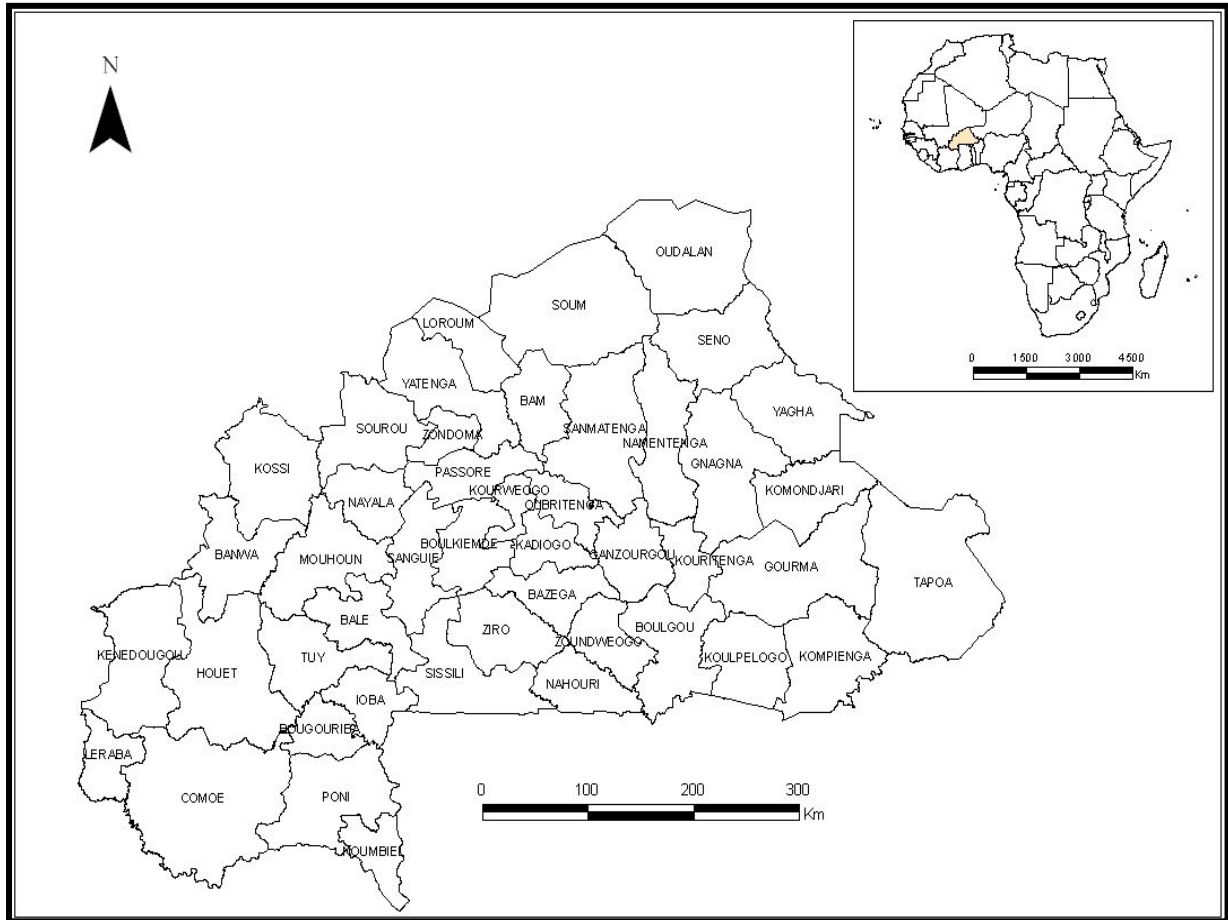
Si les autorités politiques se sont clairement prononcées en faveur de l'introduction et de l'utilisation des OGM dans l'agriculture burkinabè, le débat reste âpre entre les chercheurs, le gouvernement et la société civile.

Dans l'euphorie, certains leaders paysans et grands producteurs se sont déclarés favorables à l'introduction du coton Bt au Burkina Faso sans en mesurer les enjeux réels à tous les niveaux.

De façon générale et par rapport aux producteurs des pays de l'Afrique de l'Ouest, le public burkinabé et surtout les producteurs n'ont pas encore accès à une formation/information objective sur la problématique de l'introduction de cultures transgéniques au Burkina Faso. Pourtant, c'est au Burkina Faso que l'introduction de cette technologie est un fait.

C'est dans ce contexte que la COPAGEN/Burkina, soucieuse d'apporter une information juste et objective sur la question de la vulgarisation de cultures transgéniques et du brevetage du vivant au Burkina et dans la sous région, a organisé du 16 au 23 Février 2008, une caravane d'information, de sensibilisation et de partage d'expériences entre paysans de l'espace UEMOA et de la guinée Conakry. En effet, initialement prévue pour se tenir dans la zone Ouest du Burkina avec la participation des paysans de Sikasso (Mali), la caravane a connu la participation active des paysans de l'espace UEMOA et de la Guinée Conakry (zone d'implantation de la COPAGEN régionale).

Déroulement et activités de la caravane



Le Burkina Faso et ses 45 provinces

La caravane est partie simultanément de Fada à l'Est du pays (province du Gourma où sont arrivés nigériens, togolais et béninois) et Bobo à l'Ouest du pays (province du Houet où sont arrivés Sénégalais, ivoiriens, guinéens et maliens) pour s'achever à Houndé dans la Province du Tuy. Elle a traversée les localités de :

- à l'Ouest : Bobo et Dandé (province du Houet), Koumbia (province du Tuy)
- à l'Est et au centre : Fada (province du Gourma), Mogtédou (province du Ganzourgou), Ouagadougou capitale du Burkina Faso et chef lieu de la province du Kadiogo.

Diverses activités ont jalonné la caravane à chaque étape :

- organisation de foire aux savoirs locaux (notamment en matière de valorisation de semences traditionnelles, de produits bio, etc) à toute les étapes sauf celle de Ouaga,
- La sensibilisation des populations par des émissions télévisées, radiodiffusées, théâtres forum, animation culturelle (sketch, contes, chants, ballets), distributions de documents en français et en langue (dépliants, brochures, bulletins d'information) sur les OGM et sur les avantages du coton bio et de gadgets...

- organisation d'une marche de protestation contre l'introduction des cultures transgénique au Burkina Faso à Ouagadougou avec remise d'une déclaration au Gouvernement,
- ateliers d'échanges inter paysans et ateliers d'échanges avec des élus locaux,
- visites de fermes agro écologiques,
- Conférences de presse, interviews des caravaniers, etc.

Tous ces évènements ont été relayés par la presse nationale et internationale.

Résultats atteints

Au total se sont environ 500 producteurs et plus de 80 élus qui ont été touchés à Fada, à Dandé, Koumbia, et Houndé, se sont plusieurs milliers de paysans et des quelques élus qui ont échangé avec les caravaniers.

La marche populaire a regroupé plus de 1000 personnes (organisations de producteurs, organisations de la société civile, Membres COPAGEN, les délégations étrangères...);

Au niveau des membres de la coalition burkinabè

La caravane a été une occasion pour les militants burkinabè de :

- renforcer leur connaissance sur la thématique, d'enrichir leur argumentaire
- tester les différents outils utilisés
- être conforté dans leur position : regain de dynamisme
- mesurer leurs faiblesses.

Un atelier bilan a été organisé qui a permis de mettre en exergue les forces et les faiblesses de l'organisation de cette action et surtout de réfléchir sur les prochains pas pour maintenir la dynamique.

Au niveau des populations

La caravane a permis de démystifier les OGM et surtout permis de lancer pour la première fois le débat public sur la question. Elle a permis un éveil de la conscience populaire sur la question des OGM : présentement la COPAGEN/Burkina est très sollicitée pour des séances d'information sur le sujet : des élus, des producteurs, des élèves et étudiants, des enseignants, des centres culturels sollicitent les membres de la coalition pour des séances d'information sensibilisation.

Certains producteurs initialement acquis à la cause du coton Bt, on clairement dit : « nous ne savions pas que c'était ça les OGM ! On ne nous l'avait pas expliqué ». D'autres sont allés jusqu'à réclamer la destitution des responsables de leurs organisations.

La coalition contre la vie chère qui s'est créée juste après les émeutes contre la vie chère, s'est prononcée contre l'introduction des OGM dans l'alimentation.

Au niveau des autorités :

- La caravane a suscité beaucoup de polémiques au sein des autorités politiques : l'annonce de la caravane a provoqué une peur panique au sein des autorités : certaines ont après la marche de protestation voulu empêcher la poursuite de la caravane surtout pour l'étape de Houndé : en effet, cette localité est le fief d'un des responsables de l'Union Nationale de Producteurs de Coton dont les premiers responsables sont de mèche avec les autorités pour l'introduction du coton BT.
- L'embarras du gouvernement était clair, car les COPAGEN de la Sous-Région étaient présentes, d'où les tentatives d'intimidation, notamment à Houndé, mais le maire et le préfet ont finalement décidé de respecter la loi qui autorisait les manifestations
- officieusement nombreuses sont les autorités qui ne sont pas favorables à l'introduction des OGM mais comme la décision a été prise officiellement, ils se sentent obligés de l'accepter (chacun protège son pain !).
- les OGM ont alimenté les discussions pendant les sessions des élus locaux
- actuellement les autorités savent que la population est informée sur les OGM.

Certains élus locaux ont demandé que d'autres rencontres soient organisées pour les en informer davantage.

Au niveau des médias

- La caravane a alimenté pendant plusieurs jours les émissions radio et télévisées, la presse nationale et privée.
- il y a présentement une ouverture au niveau des TV privées qui sont sensibles à la cause.

Globalement, partout où est passée la caravane, en dehors de la ville de Bobo où les autorités ont en dernière minute boycotté l'activité, les participants et les personnes rencontrées ont dit en résumé : *« si c'est ça les OGM, nous n'en voulons pas ! Est ce que nos responsables travaillent vraiment pour notre bien ? Il faut dès à présent introduire l'information sensibilisation sur les OGM dans les programmes scolaires, les OGM ne passeront jamais par moi, »*.

Les populations sont scandalisées par les informations reçues et ceux qui

Partout également, les populations nous ont reproché de venir un peu en retard. Le monde la presse n'a pas non plus manqué de le souligner.

Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées résident surtout dans les tentatives d'intimidation des autorités administratives (refus de disponibiliser les cars et les salles de rencontres en dernière minute, démobilisation, etc.).

Et demain ?

La COPAGEN /Burkina devra travailler à maintenir la dynamique en s'organisant pour répondre aux sollicitations diverses. Elle devra œuvrer à une plus grande visibilité de ses actions.

Les prochains pas sont les suivants :

1. Rencontrer le Premier Ministre, afin de savoir la suite réservée à la requête, puis rencontrer les nouveaux ministres de l'environnement et de l'agriculture ;
2. élargir la base de la coalition en tissant de nouvelles alliances avec les organisations qui ont soutenu la COPAGEN durant la caravane et en identifiant d'autres organisations nationales ou internationales
3. Pour les régions,
 - a. Editer des brochures en langues
 - b. Poursuivre les formations des populations des formations
 - c. Capitaliser et utiliser les productions des troupes théâtrales dans les écoles dans les villages
 - d. Travailler à une meilleure organisation du réseau
4. Capitaliser toutes les émissions TV, documentaires, les déclarations publiques pour leur réutilisation